



Ébauche

Pour un Nouvel Agenda pour la Paix et la Justice

L'Alliance progressiste cherche à développer un nouvel agenda pour la paix et la justice. Nous avons besoin d'un système politique et économique progressiste global qui place les personnes au premier plan. Nous recherchons une solution progressiste pour rétablir la paix et mettre fin à la violence, pour encourager l'espoir et non renforcer les craintes, pour offrir des chances égales aux hommes et aux femmes, leur permettant d'être intégrés et non exclus de la société, favorisant la coopération plutôt que la confrontation.

Force est de constater que la violence, la guerre, l'injustice et le sous-développement semblent être la nouvelle situation permanente : la Syrie, ISIS, la migration, le virus Ebola, le trafic de drogues, l'Ukraine, etc. Ces crises ne sont toutefois pas une exception en matière de globalisation, elles sont plutôt un effet secondaire interminable, souvent même la conséquence de la globalisation. Les crises, telles qu'elles se sont développées au cours des dernières années, se distinguent fondamentalement des chocs économiques connus durant les dernières décennies. Cela est dû essentiellement à la coïncidence de diverses crises : l'impact des crises financière et économique est exacerbé car elles sévissent en même temps qu'une crise environnementale globale et une crise structurelle en matière de justice qui se terminent toujours par une violence sans limite - soit sous forme de terrorisme, soit de guerres civiles. Les modèles de développement prédominants, c'est-à-dire leurs schémas économiques et de consommation, leurs ordres culturels et sociaux sont épuisés en de nombreux endroits.

Empêcher les conflits et créer et maintenir la paix au niveau global sont les principaux objectifs de la politique progressiste. En tant que forces progressistes, nous acceptons notre responsabilité d'utiliser nos moyens et nos capacités pour renforcer la paix et le développement. Nous devons intervenir plus tôt, avec détermination et efficacité. Nous agissons en vertu des principes de la compréhension et de la solidarité internationale ainsi que de la sécurité et du développement communs par la coopération. Nous sommes persuadés que le droit du plus fort doit être subordonné à la force de la loi et de la justice.

- Pour parvenir à la paix dans le monde, il est nécessaire de renforcer les intérêts communs, les alliances et les organisations. C'est pourquoi nous nous engageons à



développer et à réformer les Nations Unies en tant qu'instance suprême d'un ordre global. Les Nations Unies sont l'acteur central pour le maintien et la consolidation de la paix. Nous ne savons pas ni quand, ni où sera déclarée la prochaine guerre. En revanche, nous savons que la réactivité doit être renforcée et que les instruments de politique de crise doivent être élargis. Comme les femmes souffrent plus de la violence dans les conflits armés, la prévention et la résolution des conflits doivent inclure les femmes conformément à la résolution 1325 des Nations Unies. En plus du renforcement des structures des Nations Unies, nous devons – là où cela s'avère nécessaire – réfléchir au développement de nouveaux régimes internationaux et régionaux, afin de lutter contre le réarmement effréné qui se déroule dans de nombreux endroits ou contre l'évolution du changement climatique.

- Les systèmes démocratiques constitutionnels sont mieux équipés pour se battre contre la pression croissante du monde globalisé que de nombreux régimes autoritaires. Les démocraties sont plus résistantes car elles sont en mesure de régler les conflits de manière pacifique grâce à la participation. Le pouvoir de la démocratie est fondé sur la force d'innovation et l'attractivité du modèle de société avec sa promesse de liberté, de prospérité et de l'État de droit. Nous devons tenter de mieux promouvoir nos valeurs démocratiques, notamment au vu des prétendues promesses des régimes autoritaires.
- La paix représente plus pour nous qu'une simple absence de guerre. Nous sommes persuadés qu'une paix à long terme est uniquement possible si les causes structurelles de conflits tels que la faim, la pauvreté et l'inégalité sont éliminées. La constitution future du monde sera principalement déterminée par les litiges relatifs aux questions sociales concernant une répartition équitable entre les pays riches et les pays pauvres, et plus encore par le débat sur les disparités sociales flagrantes et croissantes au sein des sociétés. Le fait notamment que de nombreuses personnes n'ont pas accès à un travail productif et décent et à une protection sociale représente un problème de plus en plus grave. L'inégalité extrême, l'inégalité des genres, la corruption et le manque de chances sont à l'origine de tensions sociales, attisent les ressentiments, augmentent la pression sur la migration et mettent en péril la paix intérieure dans de nombreux pays.

La question critique de notre époque est de savoir si le 21^e siècle apportera la paix et la justice pour tous les hommes ou s'il s'achèvera sur des luttes amères de répartition et une violence déchainée. Nous sommes persuadés que la paix, le progrès durable et l'égalité



sociale sont possibles à l'ère globale. Et ensemble, avec la majorité des êtres humains, nous sommes prêts à nous joindre à la lutte politique pour réaliser ces objectifs – pour un nouvel agenda pour la paix et la justice !

Dans le cadre de la campagne « Pour un Nouvel Agenda pour la Paix et la Justice », l'Alliance progressiste organisera en 2016 et 2017 un échange sur ces thèmes dans toutes les principales régions du monde et inclura à cet effet les syndicats et la société civile progressiste comme cela avait été fait lors de la dernière campagne de « Travail décent dans le monde ».

En plus de la discussion programmatique sur la paix et la justice, nous allons continuer d'encourager activement tous ceux qui sont menacés par l'oppression et la persécution. L'histoire nous l'a montré : notre force en tant que puissances progressiste, social-démocrate et socialiste est basée sur la solidarité internationale.

Pour que notre agenda progressiste devienne une réalité politique, nous devons remporter les élections. Pour cette raison, en plus des actions de solidarité et des discussions programmatiques, nous poursuivrons notamment l'échange sur les campagnes progressistes et l'organisation des partis.